



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2504
29 juillet 2016
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

**Attentats,
interventions militaires,
démagogie sécuritaire,
montée du racisme...**

**Une société
malade du
capitalisme**

Turquie

**Répression
et manœuvres
d'Erdoğan**

p. 6

Jeux olympiques

**Plus haut,
plus vite,
plus chargés**

p. 7

Loi travail

**La lutte
continue**

p. 3

Le capitalisme, un système à renverser

Depuis l'attentat de Nice, les équipes de Hollande, de Sarkozy et de Le Pen se combattent à coups de polémiques stériles. Leurs oppositions sont purement démagogiques et politiciennes car, sur le fond, ils sont tous d'accord.

Ils sont d'accord pour accroître les mesures sécuritaires. Sur le fait de poursuivre la guerre et intensifier les bombardements en Syrie et en Irak, ils sont encore d'accord. Sur le fait de maintenir la présence impérialiste de la France au Moyen-Orient, ils sont unanimes.

Ils trompent tous la population. Ce n'est pas en augmentant la violence et la répression que l'on obtiendra plus de sécurité.

Il suffit de prendre les idées avancées par les uns et les autres et de les appliquer au massacre de Nice pour comprendre qu'elles n'auraient rien empêché. Pire, chacune de ces mesures a son relent de xénophobie et de nationalisme. Elles renforcent la bêtise raciste et entretiennent un climat anti-immigré qui ne peut être que source de haine.

Et qu'est-ce que les travailleurs ont à gagner à faire la guerre en Irak et en Syrie ? Qu'ont-ils à gagner à la présence impérialiste de la France aux quatre coins de la planète ? Rien !

Les actionnaires de Total, d'Areva, les marchands d'armes ont à y gagner. Dassault en profite en vendant ses Rafale à l'Égypte et au Qatar. Le cimentier Lafarge en profite et n'a même eu aucun scrupule à travailler avec l'État islamique.

Non seulement les travailleurs n'ont rien à gagner à cette politique impérialiste mais ils ont beaucoup à perdre. Ce sont eux qui en paient les conséquences. Ils les paient par les guerres et les bombardements au Moyen-Orient. Nous les payons, ici, avec le terrorisme, la suspicion généralisée et la montée du racisme.

Le terrorisme n'est pas sorti de rien. Ce que l'on nous présente comme un problème religieux extérieur à notre société est le fruit de la domination des pays riches sur les pays pauvres. C'est le résultat de la course au profit et du pillage de la planète. C'est le fruit du capitalisme, de la domination de la bourgeoisie, de l'exploitation.

Du PS jusqu'au FN, tous les politiciens se réclament de ce système et de cet ordre impérialiste. C'est pourquoi ils ne nous protègent ni du terrorisme ni de la guerre, mais nous y enfoncent.

Quand les puissances occidentales ont décrété la guerre contre le terrorisme et qu'en 2003 les États-Unis et la Grande-Bretagne ont renversé Saddam Hussein en Irak, Daech n'existait pas. C'est le chaos qu'ils ont créé qui a permis la multiplication des bandes armées.

Les travailleurs n'ont aucune confiance à placer dans ces dirigeants. Ceux-ci agissent à l'étranger comme ils se comportent ici, avec le même cynisme et le même mépris pour les plus pauvres.

Là-bas comme ici, ils font la politique que leur commandent les intérêts des capitalistes, une politique qui n'est guidée que par le profit. Et rien ne les gêne ! Ni les conditions de travail dignes du 19^e siècle, ni même le travail des enfants.

En tant qu'exploités, nous n'avons rien à défendre dans un tel système. Ces groupes capitalistes et les actionnaires qui les dirigent sont aussi ceux qui nous exploitent ici, attaquent nos conditions de travail et d'existence. Ce sont eux qui augmentent les cadences, suppriment des emplois, baissent les salaires. Ce sont eux qui nous imposent ce chômage de masse et cette précarité. Ce sont encore eux qui cherchent à diviser les travailleurs et à les mettre en concurrence, pour aggraver l'exploitation et empêcher le monde ouvrier de s'organiser et de se battre collectivement.

La minorité patronale fait peser une dictature sur la vie des exploités.

C'est cette dictature que les politiciens justifient, défendent et servent, du FN jusqu'au PS. Ils le dissimulent derrière des phrases ronflantes sur leur dévouement à l'intérêt général. Parce qu'ils sont bassement dévoués à la bourgeoisie, ils font diversion en faisant de l'Europe ou des étrangers des boucs émissaires.

Contre ces politiciens qui ne peuvent que mener une politique antiouvrière, il est nécessaire que les travailleurs mettent en avant leur propre politique, leur propre parti. Il est tout aussi vital qu'ils affirment leur perspective de renverser tout le système.

L'humanité s'enfoncé dans des rapports de plus en plus barbares, parce que la société est malade du capitalisme. Il n'y aura pas d'issue tant que les travailleurs ne contesteront pas le pouvoir de ceux qui sont à la tête de ce système, tant qu'ils ne contesteront pas l'exploitation de l'homme par l'homme et la domination des pays riches sur les pays pauvres.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Attentat de Saint-Étienne-du-Rouvray : communiqué de Lutte ouvrière	12
Attentat de Nice : les vautours	12
Loi travail : n'avoir confiance que dans la force des travailleurs	3
Droite et patronat en veulent toujours plus	3
CICE : un bilan qui ne trompe pas	4
Election présidentielle : Gattaz donne ses consignes	4
Impôt : à la source ou pas, il saigne le malheureux	4
Emploi des jeunes : faux stages et vraie exploitation	4
Mort d'Adama Traoré : la population exige la vérité	5
Paris 19e : évacuation de migrants	5

Complément d'enquête : Bolloré furieux	5
DANS LE MONDE	
Turquie : le Parti social-démocrate au secours d'Erdogan	6
Etats-Unis : Trump et Clinton investis	7
Jeux olympiques : plus vite, plus haut, plus chargés	7
Libye : l'armée française engagée	7
ENTREPRISES	
Bombardier - Crespin : contre un licenciement pour fait de grève	9
Renault - Douai : statistiques patronales	9
Sovab - Batilly : plus de précaires, plus de production	9

Mittal vend	9
Air France : hôtesses et stewards en grève	10
Roissy Aéroport : de l'eau et des yaourts pour tous	10
Crédit agricole - Guadeloupe : victoire des grévistes	10
Caisses d'allocations familiales : au bord de l'explosion	11
Boudou : les saisonniers ont eu gain de cause	11
IL Y A 80 ANS	
Espagne : coup d'État et révolution trahie	8
Léon Trotsky : Leçons d'Espagne - Dernier avertissement	8
Tout l'été : Lutte ouvrière à votre rencontre	12
Sur le blog de Nathalie Arthaud	12

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Loi travail : seule la force des travailleurs comptera

Le 25 juillet, 61 députés PS, Front de gauche et écologistes ont saisi le Conseil constitutionnel sur la loi travail dénonçant « une loi dont la confection et l'adoption rapides ont révélé de graves négligences en matière de dialogue social et de respect du rôle du Parlement ».

Ils invoquent notamment « diverses entorses à la procédure parlementaire », comme le fait que le Parlement « n'a pas disposé de délai raisonnable pour étudier le projet de loi », un droit d'amendement qui a été « essentiellement méconnu » ou encore le recours à trois reprises

au 49-3 pour un « passage en force » du texte, ce qui a dévoyé, selon eux, l'usage historique de cet article de la Constitution. Ces 61 députés parmi lesquels figurent d'anciens ministres, les socialistes Benoît Hamon et Aurélie Filipetti, ou encore l'écologiste Cécile Duflot,

auxquels se sont joints les partisans d'Aubry, ex-ministre socialiste du Travail, critiquent donc la méthode. L'utilisation à plusieurs reprises par Valls du 49-3 montre certes que le gouvernement peut tout à fait se passer de l'avis des députés quand il s'agit d'imposer une loi patronale. Mais en réalité, ces députés socialistes n'ont pas vraiment cherché à mettre le gouvernement en difficulté, se contentant de discours et de postures respectant les limites fixées par le gouvernement.

S'ils continuent de faire mine de s'y opposer c'est que le bateau coule et qu'il ne fait pas bon ces derniers temps paraître solidaires d'un gouvernement détesté par l'immense majorité des travailleurs. Avant de devenir frondeurs, ils ont approuvé bien d'autres attaques contre les travailleurs. Autant dire que ces derniers auraient tort d'avoir des illusions et de s'en remettre à eux pour obtenir le retrait de cette loi travail.

Si le texte a été adopté définitivement jeudi

21 juillet par le Parlement, les travailleurs, eux, n'ont pas dit leur dernier mot. Sept organisations syndicales et de jeunesse opposées à la loi travail, dont la CGT, Force ouvrière, Solidaires et la FSU, appellent d'ores et déjà à une journée de grève et de manifestations le 15 septembre prochain. Montrer sa force dans la rue et dans la grève, c'est la seule véritable voie pour faire reculer gouvernement et patronat.

Aline Rétesse

Droite et patronat en veulent toujours plus

Des députés et sénateurs de droite ont saisi le Conseil constitutionnel pour contester deux articles de la loi travail qu'ils jugent trop favorables aux travailleurs.

Le premier article prévoit de nouvelles dispositions pour les salariés travaillant dans des entreprises appartenant à un réseau de franchise, un statut qui permet à certaines entreprises indépendantes d'utiliser une enseigne commune. Sous la pression du patronat, le gouvernement avait déjà retiré du projet de loi initial l'obligation de reclassement des salariés licenciés dans le réseau de l'entreprise franchisée, mais il reste toujours la création d'une instance de représentation des salariés dans les réseaux de franchisés de plus de 300 salariés. Cette instance, présidée par le franchiseur, serait une bien piètre protection

pour les travailleurs de ces entreprises, mais les patrons crient à « l'atteinte à la liberté d'entreprendre », rien que ça, et la droite veut leur donner satisfaction.

L'autre article contesté prévoit que, si une collectivité retire ses locaux à une organisation syndicale, elle doit lui en proposer d'autres ou lui verser une indemnité. Sous couvert de défendre la « libre administration des collectivités territoriales », la droite ne manque pas l'occasion de tenter de restreindre les libertés syndicales.

D'accord sur le fond avec la politique antiouvrière du gouvernement, la droite poursuit ses attaques contre des dispositions secondaires de la loi travail pour plaire à diverses catégories de patrons, petits ou grands, qui en veulent toujours plus.

Alain Chevard

Baisse du chômage : personne n'y croit

Mardi 26 juillet, la ministre du Travail a annoncé les derniers chiffres officiels du chômage.

Il y a eu en juin 5400 travailleurs de plus sans aucune activité, le nombre total de demandeurs d'emploi, toutes catégories confondues, étant de 5434000, en progression de 0,9% sur un an.

Les centaines de milliers de chômeurs sortis des listes par la magie des formations, mais toujours sans emploi, sans salaire et bien souvent sans formation, ne suffisent même pas à rendre les chiffres présentables. Néanmoins, d'après la ministre, « le chômage baisse (...) et la baisse sera encore plus rapide au second semestre ».

Pour l'anecdote, le chômage tel qu'il est calculé ne peut que baisser dans les mois qui viennent. Hollande a en effet eu l'idée saugrenue de déclarer vouloir être jugé sur les chiffres du chômage...

Mais, dans le monde réel, celui des travailleurs, le chômage, ou plutôt l'ensemble des pressions exercées sur les salariés,



augmente chaque jour. Il y a plus de précarité et plus de menaces sur les embauchés, les missions sont de plus courtes durées, le travail saisonnier explose, les emplois camouflés en stage se multiplient. L'annonce de la ministre, promettant une amélioration démentie par la réalité, montre une fois de plus le mépris ouvert de ce gouvernement pour ce que pensent et vivent les travailleurs.

La ministre a eu le culot

d'ajouter que la nouvelle loi travail aidera à lutter contre le chômage. Or cette loi, combattue par des centaines de milliers de travailleurs depuis des mois, vise entre autres à faciliter les licenciements. Son application se traduirait par une aggravation de la situation des travailleurs et une augmentation du nombre de chômeurs... même dans les chiffres gouvernementaux.

Paul Galois

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Lyon : 24 et 25 septembre – Saint-Priest, Espace Mosaïque

Allocution de Nathalie Arthaud le samedi

Toulouse : 24 et 25 septembre – Hall 8, Parc des expositions

Allocution de Nathalie Arthaud le dimanche



Réunion publique de Nathalie Arthaud

candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle

**à Paris
vendredi 30 septembre
à 20h30
au Cirque d'Hiver**

110, rue Amelot, Paris 11^e
métros Filles-du-Calvaire ou Oberkampf

Entrée gratuite

CICE : un bilan qui ne trompe pas

Dressant le bilan du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), un rapport présenté par une sénatrice PC membre de la commission des Finances l'a jugé « complexe, dispersé et à l'efficacité incertaine ».

Il est en tout cas très profitable pour le patronat, puisqu'il lui a rapporté 48 milliards d'euros depuis sa mise en place en 2013. Il consiste à octroyer aux entreprises une baisse d'impôt qui correspond à 6% de leur masse salariale, les salaires inférieurs à 2,5 smic étant les seuls à pouvoir être pris en compte. Pour faire ce cadeau au patronat, l'État s'est privé de 48 milliards, si on additionne tout ce que le CICE a représenté comme manque à gagner dans les caisses publiques entre 2013 et 2015, ce qui en fait la mesure fiscale qui coûte le plus à l'État. Et cela devrait continuer de plus belle puisque, d'après le rapport, le coût budgétaire annuel du CICE monterait même à vingt milliards d'euros environ en 2017,

soit 1% du PIB.

Pour autant, le rapport ne peut que conclure que, « trois ans après le lancement du dispositif, ses conséquences en termes d'emploi sont estimées par les instituts de statistiques et de recherche en économie bien moindres qu'espéré ». Selon une estimation publiée en décembre dernier par l'Observatoire français des conjonctures économiques, l'OFCE, le CICE aurait permis de maintenir 125 000 emplois, un chiffre bien hypothétique fondé exclusivement sur les déclarations patronales. Mais, en tout cas, cela signifie clairement qu'il n'y a aucune réelle création d'emplois. Par contre, les milliards ont été empochés, essentiellement par les plus grosses entreprises.

Malgré l'absence de résultat sur l'emploi, François Hollande a récemment proposé d'augmenter encore le cadeau fiscal en faisant passer son taux de 6 à 7% l'an prochain, alors qu'il était de 4% en 2014.

La compétitivité et l'emploi servent de prétexte au gouvernement pour entretenir grassement le patronat. Pour cela, les caisses de l'État ne sont jamais vides.

Jacqueline Lepin



Élection présidentielle : Gattaz donne ses consignes

Plus de 90 milliards d'euros, c'est la baisse totale d'impôts et de cotisations pour les entreprises qu'a demandée Gattaz, le dirigeant du Medef, dans une interview au Figaro du 21 juillet.

Depuis le début de l'année, le gouvernement a distribué 41 milliards d'euros dans le cadre du pacte de responsabilité. Aujourd'hui, Gattaz estime

que le pacte de responsabilité « ne va pas assez loin » et qu'il faut donc plus que doubler les aides aux entreprises. Pourquoi se gêner, quand on est sûr d'être entendu ?

Pour financer une telle fontaine d'argent public, il propose d'augmenter de deux points la TVA, dès l'an prochain, pour « créer un choc positif après la présidentielle ». À plus long terme,

il faudrait d'après lui, sans « tailler à la hache », réduire l'emploi public, c'est-à-dire le nombre de travailleurs dans les hôpitaux, l'éducation, les transports...

Gattaz délivre ainsi la feuille de route du futur président, quel qu'il soit, et quoi qu'il puisse raconter pendant la campagne électorale.

Jacques Le Gall

Impôt : à la source ou pas, il saigne le malheureux...

Consulté par le gouvernement sur la mise en œuvre du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, le Conseil d'État souligne « les risques d'atteinte à la vie privée ».

Le prélèvement à la source signifie que l'employeur devient le perceuteur de l'impôt et qu'il aura effectivement à sa disposition toutes les informations sur le foyer fiscal du salarié. S'il connaît déjà le montant de son salaire, il

ne connaît ni celui de son conjoint, ni l'existence d'éventuels autres revenus. Le ministère des Finances planche, paraît-il, sur le cas très virtuel d'une « caissière rentière », au faible salaire mais propriétaire d'un patrimoine. Avec une telle

information, son patron pourrait lui refuser une augmentation, tout comme il pourrait la refuser à un salarié dont le conjoint a un meilleur salaire.

Seuls les salariés, les retraités ou les allocataires du chômage peuvent avoir leurs impôts prélevés à la source. Ils n'ont surtout aucun moyen d'y échapper. Les rentiers, les vrais, ceux qui vivent de leurs capitaux, de leurs actions, de leurs

biens immobiliers, paient des impôts sur la base de leurs déclarations. Grâce aux cabinets d'avocats fiscalistes, ils ont de multiples moyens d'y échapper en toute légalité, sans parler de tous les paradis fiscaux qui prospèrent.

Les classes populaires paient la part la plus écrasante de l'impôt. L'impôt sur les sociétés, payé par les capitalistes, ne représentait pas plus de 15% du total des

impôts perçus par l'État en 2015, contre 20% pour l'impôt sur le revenu et surtout 50% pour la TVA.

Plus fondamentalement, les travailleurs créent toutes les richesses, pour des salaires toujours insuffisants. Ils n'ont pas à payer des impôts qui alimentent le budget d'un État entièrement au service des capitalistes. C'est à eux, et à eux seuls, de les payer!

Xavier Lachau

Emploi des jeunes : faux stages, vraie exploitation

France 2 a diffusé dimanche 24 juillet un reportage sur les fausses conventions de stages permettant d'employer des jeunes en les payant moins de 600 euros par mois pour un temps plein.

Beaucoup de jeunes, même diplômés, ne trouvent aucun emploi en CDI ni même en CDD à la sortie de leurs études, mais seulement des propositions de stages. Comme la loi n'autorise les stages que pendant les études, on leur demande alors de se débrouiller pour trouver un organisme de formation leur procurant un statut étudiant et leur fournissant une convention de stage.

Depuis quelques années, il est devenu facile de trouver sur Internet des instituts de formation privés qui, moyennant une somme variant de 400 à 600 euros,

fournissent une convention de stage et une carte d'étudiant, sous prétexte d'une formation de 200 heures à suivre sur Internet, formation qui souvent n'existe pas. C'est une pratique devenue courante, bien qu'illégale.

Les stages, d'un maximum de six mois, ne sont payés que s'ils durent plus de deux mois. Le tarif est alors généralement de 3,60 euros de l'heure, le minimum légal.

Entre 2006 et 2012, le nombre de stages est passé de 600 000 à 1,6 million par an, ce genre de faux stages expliquant en partie cette

augmentation. Les grands profiteurs de ce système sont les patrons, qui bénéficient d'une main-d'œuvre très bon marché, d'autant qu'ils sont quasiment exonérés des cotisations sociales. Les margoulin qui vendent les fausses conventions de stages en profitent aussi. Quant aux jeunes, ils doivent s'estimer heureux s'ils ont réussi à gagner un peu d'argent (bien moins que le smic) et s'ils ont pu acquérir un peu d'expérience professionnelle.

Le chômage massif (24% officiellement chez les 15-24 ans) et la course à l'emploi permettent aux patrons de faire accepter ces situations à une partie de la jeunesse.

Félix Talon



Mort d'Adama Traoré : la population exige la vérité



La marche en mémoire d'Adama Traoré, le 22 juillet.

Les communes de Beaumont-sur-Oise et de Persan, dans le Val-d'Oise, ont connu plusieurs jours de violences et d'incendies de véhicules à partir du mercredi 20, à la suite du décès d'un jeune alors qu'il était entre les mains de la police.

Mardi 19 juillet, les gendarmes veulent interpellé un homme dans le centre-ville de Beaumont. Le frère de celui-ci, Adama Traoré, s'interpose. Il a 24 ans, sa famille est d'origine malienne, il a grandi dans la région. Interpellé par les gendarmes, il sort menotté et il est emmené à la gendarmerie de Persan. Il n'en sortira pas vivant.

Très rapidement, la presse a parlé de malaise cardiaque, mais l'autopsie pratiquée sur le corps du jeune homme a mis en

avant, dans une formule étonnante, une « *infection très grave touchant plusieurs organes* » qu'elle aurait détectée, sans indiquer laquelle et sans établir le rapport entre cette infection et le décès. Selon cette autopsie, Adama ne portait pas de « *traces de violence significatives* ». À l'heure qu'il est, les causes de la mort restent donc inconnues.

Que s'est-il passé durant le transport ou dans les locaux de la gendarmerie ? C'est ce que veulent savoir la famille et les

amis de la victime, qui ne sont pas convaincus par les explications confuses avancées jusqu'à présent et éprouvent un sentiment d'injustice. La famille a obtenu une nouvelle autopsie et que lui soit communiqué le détail de la première qui a été pratiquée. Adama Traoré était vivant lorsqu'il a été interpellé. Il est mort alors qu'il était dans les mains de la gendarmerie. C'est donc à elle de donner des explications.

De son côté, la famille d'Adama demande la vérité et la justice. Ces deux revendications étaient au cœur de la marche qui a eu lieu vendredi 22 juillet.

Michel Rocco

Complément d'enquête : Bolloré furieux

Vincent Bolloré réclame 50 millions d'euros à France 2 pour avoir rediffusé un reportage de Complément d'enquête. Il dénonce « une volonté avérée de lui nuire en le dénigrant gravement ».

Pourtant, ce reportage n'a fait que dire la vérité, à savoir que ce grand bourgeois a bâti l'essentiel de sa fortune sur l'exploitation des travailleurs africains. Le reportage évoque aussi les méthodes qui ont permis à Bolloré d'obtenir les concessions portuaires, les transports et les plantations.

C'est le passage concernant une plantation au Cameroun, où est extraite de l'huile de palme, qui a provoqué la colère du grand patron. On y voit des ouvriers sans autre

équipement qu'une lourde perche terminée par une serpe, s'échinant à cueillir des noix de palme pour un salaire d'à peine un euro par jour. Parmi les ouvriers se trouvaient des vieillards et des mineurs, dont deux avouaient n'avoir que 16 et 14 ans.

Bolloré accuse France 2 d'avoir forcé ces enfants à mentir sur leur âge, ce que la chaîne dément. Mais c'est aussi faire l'aveu que tout le reste est vrai !

Déjà propriétaire de D8 et Direct star, Bolloré a racheté l'année dernière le

groupe Canal + où il s'est empressé de mettre au pas les journalistes et les Guignols de l'info. Faire pression sur la presse est pour lui une habitude. Il vient de perdre son procès contre le site d'information Bastamag, qui avait dénoncé les méthodes d'accaparement des terres en Afrique par les multinationales.

La presse en général est un instrument au service des patrons. France 2 n'est pas la dernière à calomnier les travailleurs quand ils se mettent en grève. Mais, quand il arrive que des reportages instructifs soient programmés, cette petite liberté est encore de trop pour un Bolloré.

Denis Aler

Paris 19^e : 26^e évacuation de migrants

Vendredi 22 juillet, la police a évacué, sans ménagements, le camp de migrants qui s'était constitué sous le métro aérien, boulevard de La Villette à Paris. Il s'agissait de la 26^e opération d'évacuation depuis le début de l'année.

Les migrants vivaient certes dans des conditions insalubres, au milieu des déchets et des immondices. Mais si les autorités invoquent cette insalubrité des lieux pour justifier les expulsions, elles n'ont rien d'autre à leur offrir qu'un hébergement très provisoire dans des gymnases

ou des hôtels. Et ensuite, la plupart se retrouvent de nouveau à la rue.

Ces migrants viennent en majorité de Syrie, d'Éthiopie, de Libye, de Somalie ou d'Afghanistan. Ils ont fui des pays à feu et à sang, livrés au pillage et aux expéditions militaires des grandes puissances. Il serait largement possible de les accueillir et de les loger décemment. Entretenant la démagogie anti-immigrée, le gouvernement s'y refuse et les condamne à une vie d'errance, d'un camp de fortune à un autre.

Christian Chavaux

Fil rouge

Le sabre et le goupillon

Estrosi, ancien maire de Nice et apôtre d'une politique ultrasécuritaire, est fier d'avoir doté cette ville de la plus dense police municipale de France et d'un réseau de plus de mille caméras de vidéosurveillance. Deux protections valent mieux qu'une, il a de nouveau participé au pèlerinage de Saint-Étienne-de-Tinée, dans les Alpes-Maritimes. « *C'est une procession où nous implorons la protection pour nos montagnes* », explique, sans rire, celui qui avait aussi organisé une célébration religieuse pour confier sa ville à « *l'intercession de la vierge Marie* ».

Ses simagrées sécuritaires ou mystiques n'ont malheureusement protégé personne. Mais cela n'empêche pas Estrosi d'en remettre une couche, de peur qu'un encore plus démagogue lui vole sa gamelle.

La guerre... pour l'Élysée

Fillon, candidat à la primaire de la droite, déclame à qui veut l'entendre qu'il est favorable au rétablissement de la double peine, plaide pour des mesures d'exception comme « *l'expulsion immédiate des personnes étrangères condamnées pour des faits de délinquance* », et s'essaie même aux

comparaisons historiques en déclarant qu'« *une forme de guerre mondiale* » est engagée et que « *la société française tout entière doit se mobiliser contre le totalitarisme islamique* ».

Qu'un sang impur abreuve nos Fillon !

JMJ en Pologne : y'a du boulot !

Près de deux millions de jeunes catholiques venus de plusieurs continents sont attendus fin juillet à Cracovie pour un rassemblement, les JMJ, organisé par l'Église catholique. Le pape en est évidemment la star.

Ces journées offrieraient, selon un participant, « *un bon bol d'air à la jeunesse du monde, dans un contexte de morosité politique, économique, écologique* » et constitueraient, à en croire l'archevêque de Cracovie, une bonne réponse au terrorisme brutal.

Pour rappeler à la hiérarchie catholique ses silences complices vis-à-vis du nazisme, des prêtres pédophiles, et son refus du droit légitime des femmes à l'avortement, ils ne seront pas trop de deux millions.

Mais, pour trouver un moyen de changer ce monde barbare, la jeunesse révoltée par les guerres et les massacres suscités et entretenus par les grandes puissances impérialistes devra aller chercher ailleurs.

Turquie : le Parti social-démocrate au secours d'Erdogan

Une semaine après la tentative manquée de coup d'État contre le gouvernement Erdogan, le dimanche 24 juillet a été marqué par l'entrée en scène du Parti social-démocrate turc, le CHP, venu au secours de ce gouvernement fragilisé.

Il est vrai que, depuis le coup du 15 juillet, le président Erdogan appelle ses partisans à continuer d'occuper les places, à tenir meeting sur meeting. Ils parcourent les rues drapeau turc en tête, menaçant parfois les opposants réels ou supposés ou avertissant les femmes que désormais le port du voile sera de règle. Mais si Erdogan veut ainsi les persuader qu'ils ont gagné, il veut aussi par là cacher sa propre faiblesse.

Erdogan fragilisé

C'est pourquoi les grands meetings tenus le 24 juillet par le CHP dans les principales villes du pays, sous le mot d'ordre « *Ni dictature, ni coup d'État, une Turquie démocratique* », ont eu le soutien ouvert de l'AKP, le parti d'Erdogan. Celui-ci a désormais besoin d'une caution à sa gauche, en tout cas du côté de la gauche institutionnelle, et c'est un tournant politique visible.

Le fait est que, dans la nuit du 15 au 16 juillet, lors de la tentative de putsch, le coup est passé bien près pour Erdogan. Les putschistes, qui avaient prévu de l'arrêter, voire de le tuer, ne l'ont raté que d'un quart d'heure, n'arrivant à sa résidence de vacances qu'après qu'il avait déjà fait route vers un aéroport. Et si la tentative n'a été le fait que d'une minorité de l'armée, les sommets de celle-ci et les services secrets n'ont réagi que très mollement, voire pas du tout, attendant de voir dans quel sens pencherait la balance avant de prendre position.

Le fait qu'au moins la haute hiérarchie ne se soit pas rangée immédiatement du côté des putschistes a sans doute permis au gouvernement de surnager, mais il a aussi souligné combien l'appareil d'État est peu fiable pour Erdogan, et sa position fragile. Sa réaction immédiate a donc été de lancer une vaste opération d'épuration visant non

seulement l'armée et la police, mais aussi l'appareil judiciaire et les principaux ministères, notamment celui de l'Enseignement.

Cette épuration, qui toucherait maintenant 60 000 personnes, ne fait que prolonger celle qui était déjà en cours. Il semble d'ailleurs que les putschistes aient décidé de se lancer dans l'action parce qu'ils savaient qu'ils en seraient prochainement l'objet. Car depuis au moins trois ans, l'appareil d'État turc est le théâtre d'une lutte à mort entre deux clans, celui du président Erdogan et celui de son ennemi Fethullah Gülen réfugié aux États-Unis, qui ensemble ont présidé à la création du parti AKP, dit « islamiste modéré », qui gouverne la Turquie depuis quatorze ans.

Combat de cliques dans l'appareil d'État

La secte Hizmet, que dirige Fethullah Gülen, a acquis une forte influence, formant à travers ses écoles et universités privées une grande partie des enfants de la bourgeoisie turque, prenant des participations dans des entreprises capitalistes, gardant ensuite de nombreux liens au sein de l'État, supplantant au sein de l'armée les généraux de tradition kémaliste. Or depuis 2013, la clique de Gülen et celle d'Erdogan se déchirent.

La crise économique, la crise du Moyen-Orient ont sans doute joué leur rôle, en réduisant les parts de profit que chacun pouvait s'approprier. En tout cas, depuis que des juges proches de Gülen ont lancé une enquête pour corruption visant Erdogan, celui-ci cherche désespérément à éliminer ses partisans de leurs positions au sein de l'État. Mais le coup d'État des 15-16 juillet et ses suites ont montré que, pour Erdogan, cette opération risque d'être un combat sans



Des manifestants du CHP avec des drapeaux turcs à l'effigie de Mustafa Kemal.

fin. De plus, le résultat de toutes ces vagues d'épuration est de fragiliser l'État lui-même, et en particulier l'armée, désormais privée non seulement des soldats et officiers impliqués directement dans le putsch, mais aussi de nombre de ceux qui l'ont observé avec neutralité ou bienveillance.

La recherche d'une caution de gauche

Au lendemain de la tentative de coup d'État, Erdogan a donc dû chercher des soutiens ailleurs que du côté de ses amis islamistes, dont il ne sait plus très bien sur lesquels s'appuyer. Il les a trouvés... du côté des généraux et officiers kémalistes que l'AKP avait éliminés. Ceux-ci, qui avaient été mis à l'écart, ont été conviés à reprendre du service pour combler les vides laissés par l'épuration des partisans de Gülen.

Cette opération, remerciement contraint d'Erdogan à des hommes qui ont bien voulu rester à l'écart de la tentative de coup d'État contre lui, se double maintenant d'une opération politique. L'ensemble des partis parlementaires ont en effet condamné la tentative de coup d'État, du moins après son échec. Ils se proclament tous les défenseurs de la démocratie, à commencer par le Parti social-démocrate CHP. Par ailleurs l'épuration a visiblement épargné la gauche, au contraire d'un certain nombre d'opérations précédentes.

Erdogan, tant critiqué pour l'évolution autoritaire de son régime, a besoin de trouver de ce côté-là une caution afin d'apparaître maintenant comme un démocrate victime des velléités

putschistes de l'armée. Le CHP s'est montré prêt à la lui fournir, notamment avec les meetings du 24 juillet, mais on devine qu'il ne la fournira pas pour rien et qu'entre AKP et CHP des marchandages sont en cours sur ce qui pourra lui être cédé en échange.

L'infléchissement d'une politique

Reste à savoir quel sens peut avoir, du point de vue des intérêts généraux de la bourgeoisie, cette bataille entre confréries musulmanes au sein de l'appareil d'État. Elle montre d'abord que le parti islamiste, déchiré par ses batailles de cliques, peut parfois faire passer celles-ci avant les intérêts du grand capital. D'autre part, Erdogan lui-même a lancé la Turquie dans une politique qui, du point de vue de ces intérêts, est devenue de plus en plus aventureuse. Sa politique au Moyen-Orient, soutenant les menées de Daech contre le régime de Bachar al-Assad qu'il proclamait auparavant son ami, s'est soldée par de lourdes pertes pour les capitalistes turcs, en même temps qu'elle isolait de plus en plus la Turquie, y compris d'un allié traditionnel comme les États-Unis.

Erdogan lui-même a d'ailleurs commencé à infléchir cette politique, renouant avec la Russie et cherchant désormais à combattre Daech, non sans que le pays subisse en retour une vague d'attentats, comme celui qui s'est produit fin juin à l'aéroport d'Istanbul. Mais les putschistes du 15 juillet espéraient sans doute, s'ils réussissaient à évincer Erdogan, se faire les

porteurs d'une politique plus conforme aux souhaits des États-Unis et des gouvernements occidentaux et mettre en place un gouvernement qui soit pour eux plus fiable.

C'est sans doute une telle politique qu'Erdogan, qui a senti passer le vent du boulet, va maintenant tenter de mettre en œuvre, avec l'appui du CHP. Mais il est désormais redevable à ce parti, qui se dit social-démocrate mais surtout de tradition kémaliste et favorable, en paroles, à la laïcité de l'État. De même, Erdogan est maintenant encore plus dépendant du bon vouloir des chefs de l'armée, et donc des généraux kémalistes qu'il a dû remettre en place. On peut se demander combien de temps ce mariage durera et à l'avantage de qui il tournera finalement.

Les travailleurs les plus conscients, et même nombre de militants du CHP ou des syndicats, ont en tout cas des raisons de se méfier du brusque tournant de ce dernier. Le dirigeant social-démocrate Kılıçdağlı, qui avait juré de ne jamais mettre les pieds dans le nouveau palais présidentiel construit par Erdogan, s'y est rendu le 25 juillet à son invitation. Les ennemis d'hier sont ainsi devenus amis et, comme l'a dit un ouvrier, « *quand ils en auront fini avec les gülenistes, ils se tourneront contre nous, les travailleurs* ». Et en effet, la classe ouvrière a toutes les raisons de se méfier de cette union nationale qui se met en place et qui pourrait permettre au patronat et au gouvernement de mener à bien des attaques qui sont depuis longtemps dans les cartons.

André Frys

États-Unis : Trump et Clinton investis

À l'approche de l'élection présidentielle de novembre, les deux partis ont tenu leur convention, dont l'objet est de désigner officiellement leur candidat.

Après avoir emporté les élections primaires, Trump a donc été investi par les républicains. De nombreux caciques du parti ont fait la grimace, certains refusant de le soutenir : Trump leur a été en quelque sorte imposé par les électeurs. Ce décalage permet au candidat de jouer la carte de l'outsider, qui ne vient pas du sérail et parle vrai.

Cette image ne correspond pas du tout à la réalité, puisque Trump fait partie de la grande bourgeoisie. Fils et héritier d'un promoteur immobilier, il a accumulé dans ce secteur une fortune estimée à 4,5 milliards de dollars, ce qui en fait la 113^e fortune américaine, selon le classement *Forbes*. Comme patron, il a construit

sa renommée avec sa phrase fétiche : « *Vous êtes viré!* » Bref, Trump a toujours été un patron de combat. S'il cherche aujourd'hui les voix des travailleurs, c'est pour les diviser, en ciblant les étrangers, les immigrants hispaniques ou encore les musulmans.

Du côté des démocrates, Clinton a été investie. Lundi 25 juillet, Bernie Sanders lui a apporté un soutien appuyé. Pendant les primaires, Sanders, qui se dit socialiste et candidat anti-establishment, avait touché une partie de la jeunesse et des milieux de gauche. Il s'en est vanté : « *Nous avons mobilisé 13 millions d'électeurs à travers le pays. Nous avons gagné les primaires dans 23 États. Nous avons*

véritablement des centaines de milliers de volontaires à travers le pays. » Alors qu'il n'avait cessé de dénoncer en Clinton la candidate des milliardaires de Wall Street, il se rallie à elle, invoquant « *ses idées et son leadership* » : « *Hillary Clinton sera une présidente exceptionnelle et je suis fier d'être à ses côtés ce soir.* »

Sur le fond, ce n'est pas surprenant : toute la vie politique de Sanders a été marquée par ce décalage permanent entre un discours pseudo-radical et des choix politiques qui ne le sont guère, par exemple dans ses votes au Congrès, où il a voté 98 fois sur 100 comme la direction du Parti démocrate. Quant à ses partisans, dont une partie ne veut pas se rallier à la « candidate de l'establishment », ils en sont quittes pour leurs illusions.

À l'heure actuelle, Clinton, dont les liens avec la



Sanders, le pseudo-socialiste, se rallie à Clinton.

grande bourgeoisie sont anciens, est aujourd'hui la candidate favorite des milieux d'affaires.

Le système politique américain, complètement verrouillé par les deux grands partis de la

bourgeoisie, vient donc de produire deux candidats présentant toutes les garanties. Une fois de plus, l'élection présidentielle y sera absolument sans enjeu pour les travailleurs.

Michel Bondelet

Jeux olympiques : plus vite, plus haut, plus chargés

Suite aux révélations d'une athlète russe en 2014, un rapport commandé par l'Agence mondiale antidopage vient confirmer l'existence en Russie d'un système de dopage d'État qui concerne tous les sports.

La réaction, très mesurée, du Comité international olympique (CIO) en dit long sur son absence de volonté de lutter contre une pratique qui ne touche certainement pas que la Russie. Publié quelques jours après l'exclusion des athlètes russes, ce rapport aurait dû en toute logique entraîner l'exclusion de l'ensemble de la délégation russe. Le CIO a refusé de prendre cette décision, laissant aux différentes fédérations internationales le soin de décider de la présence



ou non des sportifs russes dans les disciplines qu'elles organisent.

Certes, les dirigeants russes auraient eu beau jeu de dénoncer une décision politique, tant il est patent que le dopage touche tous les pays. D'ailleurs, on ne voit

pas comment il pourrait en être autrement, car il n'y a pas de cloison entre le sport et le reste de la vie sociale.

Les Jeux olympiques sont d'abord une histoire de gros sous. Les JO sont suivis par des centaines de millions

de téléspectateurs. Pour les Coca-Cola, Samsung, McDonald's, Nissan, et autres sponsors, il s'agit de profiter pleinement d'un formidable espace publicitaire planétaire dont ils ont l'exclusivité. Pour accrocher les téléspectateurs, les records doivent tomber. Les athlètes doivent toujours courir plus vite, sauter plus haut. Et les primes sont à la hauteur des performances réalisées.

À côté des enjeux financiers, les JO, comme toutes les grandes compétitions sportives, sont l'occasion pour les gouvernements de cultiver le nationalisme. On voit l'intérêt pour les États de ne pas être trop regardants sur les performances de leurs champions, voire d'encourager certaines pratiques illicites.

Dans ce contexte, les contrôles antidopage n'ont pas d'autre objet que de

maintenir un semblant de crédibilité aux performances des athlètes, en excluant de temps à autre quelques tricheurs trop voyants ou trop maladroits. Face à l'émotion provoquée par les révélations de l'athlète russe Yulia Stepanova en 2014, les autorités ne pouvaient rester sans réagir. Les athlètes russes en ont fait les frais.

Mais il n'est pas question pour le CIO d'aller plus loin, en laissant espérer aux lanceurs d'alerte un soutien de sa part. Stepanova, qui avait dénoncé le système de dopage en Russie, n'a pas été autorisée à concourir. Le CIO s'appuie sur sa suspension pour dopage en 2013 pour justifier sa décision.

Le show doit continuer, avec les dopeurs, sans les gêneurs, pour les annonceurs.

Denis Aler

Libye : l'armée française engagée

Le ministre de la Défense Le Drian a annoncé le 20 juillet que trois sous-officiers des services de renseignement français étaient morts dans l'est de la Libye, lors de la chute de leur hélicoptère. Cela confirme ce qui était un secret de polichinelle : l'armée française intervient activement dans la guerre civile qui depuis 2011 ravage la Libye.

La guerre a débuté en février 2011, entre Kadhafi

et ses opposants, et aurait fait 15 000 morts. Mais depuis l'élimination de l'ancien dictateur en octobre 2011, suite à l'intervention des armées occidentales dont celle de la France, elle n'a guère connu de trêve et aurait encore tué plus de 5 000 personnes.

Divers gouvernements et de multiples milices s'affrontent et se partagent le pays. Les impérialistes, les États-Unis bien sûr mais

aussi la France et l'Italie, l'ancienne puissance coloniale, interviennent plus ou moins ouvertement. Leur but affiché est de restaurer la paix, mais elles visent surtout à défendre les intérêts de leurs trusts pétroliers. Et pour cela, elles n'hésitent pas à soutenir simultanément des camps opposés.

Ainsi la France se range officiellement derrière le GNA, le gouvernement de

Tripoli, dans l'ouest du pays, reconnu par la communauté internationale. Cela ne l'empêche pas d'appuyer à Benghazi, dans l'est, le général Haftar, qui ne reconnaît pas l'autorité du GNA. Mais il lutterait contre les milices de Daech qui dans cette région tentent de s'emparer des puits de pétrole.

Double jeu? Sans doute, mais surtout défense tout-terrain des intérêts pétroliers et gaziers de Total

et de GDF Suez. Et pour le gouvernement, tant pis si quelques agents secrets ou commandos y laissent leur peau. Mais c'est ce genre de politique qui provoque les retours de bâton ici en Europe. C'est surtout la population libyenne qui en permanence paie le prix fort, en morts, en dévastations et pillages, elle qui n'a rien demandé et qui a tout à perdre à cette guerre civile.

Vincent Gelas

En Espagne : coup d'État et révolution trahie

Le 17 juillet 1936, quand le général Franco appela l'armée espagnole à s'insurger contre le régime en place, ce ne fut une surprise, réelle ou feinte, que pour ceux qui se considéraient comme protégés par l'ordre institutionnel. En effet, aussi bien au sein de l'état-major qu'au sein de l'extrême droite, les projets ne manquaient pas visant à renverser la toute récente République issue de l'élection de 1931, qui avait mis fin à la monarchie. Au cours de ces cinq années, les affrontements entre, d'un côté, les classes possédantes liées aux militaires et aux partis réactionnaires, et, de l'autre, les paysans sans ressources et les travailleurs surexploités, n'avaient pas cessé.

Le général Franco, l'initiateur de ce putsch, n'était pas un inconnu. C'était lui qui, en octobre 1934, avait féroce-ment réprimé la révolte ouvrière des Asturies.

Ce ne fut pas une surprise non plus de voir la classe ouvrière et la paysannerie réagir immédiatement au coup de force. Celles-ci disposaient en effet d'organisations puissantes, combattives, forgées dans de rudes combats. Au sein des syndicats et des formations politiques qui s'étaient développés depuis la fin du 19^e siècle, le courant anarchiste jouait un rôle déterminant, par le biais de la Confédération nationale du travail (CNT) et de la Fédération anarchiste ibérique (FAI). Parallèlement, il s'était aussi développé un influent Parti socialiste qui dirigeait l'important syndicat UGT. Ce parti s'appuyait sur une présence militante ancienne à l'échelle du pays et une confiance qui se traduisait par d'importants succès électoraux dans les élections locales et générales organisées dès le début de la République de 1931. S'ajoutaient un Parti communiste lié à l'URSS stalinienne qui, en cette année 1936, disposait d'une implantation nettement moindre, ainsi que le Parti ouvrier d'unification marxiste, le POUM, contestant la politique stalinienne aussi bien sur le plan international qu'en Espagne. Très minoritaire lui aussi, il n'en disposait pas moins d'une influence réelle, en particulier en Catalogne. C'est de toutes ces forces que jaillit l'impressionnante réaction au coup d'État de Franco.

Les militaires comptaient renverser sans coup férir la jeune République. Ils croyaient soumettre le gouvernement issu des élections de février 1936, qui avaient

donné une majorité aux partis de gauche, regroupés au sein du Front populaire (Front populaire), et faire régner l'ordre. Ce fut l'inverse. En quelques heures, l'initiative de l'état-major militaire suscita des soulèvements dans diverses régions. Le coup d'État déclencha une crise politique qui déboucha sur trois années d'une guerre sans merci. Elle se termina par la victoire des franquistes, en 1939, et par la mise en place d'une dictature qui allait peser très lourd, jusqu'en 1975, sur la société espagnole.

Simple guerre civile ? Non, révolution sociale

Ces trois années d'affrontements ne furent pas seulement un combat entre deux fractions qui se disputaient le pouvoir.

Du côté de la classe ouvrière et de la paysannerie très pauvre, quand elle n'était pas sans terre, ce fut une véritable révolution sociale, entraînant dans son sillage la majorité de la population laborieuse. Le soulèvement de



Des militants sur une barricade à Barcelone en 1937.

Barcelone qui, le 19 juillet, fit barrage à l'avancée des troupes montrait la force que représentaient les centaines de milliers de travailleurs de cette grande ville. Et des mobilisations du même type se développèrent à Madrid et dans d'autres régions. Pour les travailleurs, les paysans, qui se dressèrent contre les militaires, il s'agissait d'affronter une contre-révolution implacable, incarnée par une armée et un appareil d'État aux vieilles traditions réactionnaires, rejoints par diverses milices d'extrême droite, parmi lesquelles la Phalange.

La victoire des classes populaires était possible. Mais leurs luttes furent dévoyées par les dirigeants mêmes du mouvement ouvrier.

L'espoir trahi

Face aux putschistes et à leurs soutiens, les politiciens qui dirigeaient

le camp dit républicain firent tout pour masquer le caractère révolutionnaire de la situation et contrecarrer son développement. Leur politique, dans un premier temps hésitante, attentiste, devint en quelques mois ouvertement contre-révolutionnaire. En mai 1937, le gouvernement de la Généralité de Catalogne, dominé par les nationalistes catalans alliés aux socialistes et au Parti communiste stalinien, commanda l'assaut du central téléphonique de Barcelone occupé par les anarchistes. Pire encore, la répression contre ceux qui contestaient tant soit peu la politique gouvernementale se poursuivit par des enlèvements qui se terminèrent parfois par l'assassinat de dirigeants de gauche critiques. Ce fut le cas, par exemple d'Andrès Nin, principal dirigeant du POUM, enlevé puis exécuté par les émules de Staline.

Cette révolution ne fut pas seulement anesthésiée, trahie politiquement par les partis politiques qui en avaient usurpé la direction, mais elle fut poignardée par tous ceux, républicains, sociaux-démocrates, staliniens qui, pour des raisons diverses mais convergentes, avaient choisi le maintien de l'ordre, de l'ordre bourgeois, expliquant à la fois « qu'il ne fallait pas diviser » (donc critiquer), et éliminant ceux qui critiquaient leur politique ou risquaient de la faire.

La révolution manquée en Espagne et le contexte international

Ce qui se déroulait en Espagne n'était pas déconnecté de ce qui se déroulait dans le reste du monde. Bien au contraire. La combativité, la mobilisation ouvrière et paysanne qui s'y développaient depuis le début des années trente s'inscrivaient dans un mouvement plus vaste qui touchait nombre de pays, en particulier la France toute proche avec la mobilisation et les grèves de juin 36.

C'était une réaction à la crise de 1929 et à ses effets dévastateurs sur le monde ouvrier. C'était aussi une réaction, plus ou moins formulée, à la montée réactionnaire qui s'était traduite par la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne, présageant une seconde guerre impérialiste mondiale.

La victoire de la révolution sociale en Espagne et la contagion qu'elle aurait inmanquablement provoquée dans le reste du monde aurait sans doute pu sérieusement entraver cette marche à la guerre.

Henriette Mauthey

Léon Trotsky : extraits de « Leçons d'Espagne dernier avertissement »

Le fait le plus étonnant politiquement est que, dans le Front populaire espagnol, (...) la place de la bourgeoisie était prise par son ombre. Par l'intermédiaire des staliniens, des socialistes et des anarchistes, la bourgeoisie espagnole s'est subordonné le prolétariat sans même se donner la peine de participer au Front populaire. (...)

Le fond social de celle-ci [la révolution] avait été, au cours des six dernières années, l'offensive croissante des masses contre la propriété semi-féodale et bourgeoise. C'est précisément

la nécessité de défendre cette propriété qui a jeté la bourgeoisie dans les bras de Franco. Le gouvernement républicain avait promis à la bourgeoisie de défendre la propriété par des mesures « démocratiques », mais il enregistra, surtout en juillet 1936, une faillite complète. (...)

La révolution espagnole montre une nouvelle fois qu'il est impossible de défendre la démocratie contre les masses révolutionnaires autrement que par des méthodes de la réaction fasciste. Et, inversement, il est



impossible de mener une véritable lutte contre le fascisme autrement que par les méthodes de la révolution prolétarienne.

17 décembre 1937

Bombardier – Crespin : contre un licenciement pour fait de grève

Mercredi 20 juillet, environ 150 travailleurs ont répondu à l'appel des syndicats CGT et Sud pour venir soutenir José Dessilly au tribunal des prud'hommes de Valenciennes.

Cet agent de maîtrise de 57 ans, qui travaille depuis 38 ans chez Bombardier (matériel ferroviaire), a été licencié le 16 juin pour avoir fait grève et soutenu un collègue en manifestant devant l'usine.

Ce licenciement a suscité l'indignation et la colère non seulement de ses collègues, mais aussi de nombreux militants de la région. En pleine mobilisation contre la loi travail, plusieurs rassemblements ont déjà eu lieu pour soutenir José, qui a décidé de se défendre. Des centaines d'ouvriers ont débrayé à plusieurs reprises pour s'opposer à son licenciement. Ces derniers mois, de nombreux travailleurs et militants de la région

ont été visés par des sanctions, des menaces de licenciement, des pressions. Il est hors de question de laisser passer cela.

Dans le tribunal, la salle était pleine et l'ambiance combative et chaleureuse. L'avocat de Bombardier a demandé un report, en osant prétendre qu'il lui manquait des pièces, alors que le dossier fait, en tout et pour tout, deux pages. De plus, une audience aux Prud'hommes est orale ; il n'y est même pas nécessaire légalement de constituer un dossier écrit... et encore moins en référé ! Alors, lorsque la décision de reporter l'audience au 3 août a été annoncée, la colère s'est exprimée : « On lâche rien ! », « La honte ! », « Résistance ! », « À bas la



Rassemblement de soutien au travailleur licencié de Bombardier.

justice patronale ! », ont scandé les travailleurs présents, avant d'entonner *l'Internationale*.

À cette date, l'usine sera fermée et beaucoup de salariés en vacances. C'est sans doute le calcul que font les patrons.

Mais, pendant les quatre mois de mobilisation contre la loi travail, la solidarité, les liens se sont créés, renforcés, entre militants et entre travailleurs de la région. Cela se sentait lors de ce rassemblement réussi, et cela va compter

pour la suite.

Rendez-vous est de nouveau pris pour soutenir José le 3 août à 9 heures devant le conseil des prud'hommes de Valenciennes, pour obtenir sa réintégration chez Bombardier.

Correspondant LO

Renault – Douai : statistiques patronales

À Renault Douai, 3200 embauchés et 2000 intérimaires produisent les nouveaux modèles haut de gamme, six modèles différents sur une seule chaîne. Renault use et abuse du recours aux intérimaires. Ce sont eux essentiellement qui sont sur chaîne, Renault misant sur leur jeunesse pour supporter la cadence folle de la production : 60 véhicules à l'heure en ce moment.

Mais, pour Renault, ce n'est pas encore assez. Au dernier comité d'entreprise, le directeur a expliqué aux syndicats un nouveau mode de calcul destiné à comparer les sites de production Renault. Cela consiste à diviser le nombre de véhicules produits annuellement dans une usine par le nombre de salariés de cette usine.

Évidemment, les chiffres fournis par le directeur montrent que Douai est à la traîne. À Douai, dit-il, nous produisons 43 voitures par travailleur et par an. Le « nous » est de trop, car lui-même n'a pas produit une seule voiture depuis des années. Or, selon lui, l'usine Renault-Nissan de Busan en Corée du Sud en produirait 110. Il en conclut que, pour

sauvegarder les emplois, il faudrait au moins doubler la production, et mieux encore la tripler !

La direction, qui est en pleine négociation d'un nouveau plan de compétitivité avec les syndicats, joue à fond le coup du chantage à la concurrence entre les travailleurs. Mais ils ont déjà bien du mal à tenir la cadence, finissant leur poste épuisés. Alors, doubler la cadence est une absurdité, tout le monde le sait et le dit dans les ateliers.

Que donneront les négociations avec Renault ? On peut s'attendre à tout, car plusieurs dirigeants syndicaux ont déjà montré par le passé qu'ils étaient prêts à suivre les exigences du patron plutôt que celles des travailleurs.

Mais, même si certains syndicats signent un accord, les travailleurs, eux, n'auront rien signé. Et comme Renault ne cesse de multiplier les records de ventes et de profits, ce sont les gros actionnaires qui devraient prendre sur leurs profits pour améliorer les salaires, l'emploi et les conditions de travail. Pas question d'accepter des nouveaux sacrifices !

Correspondant LO

Sovab – Batilly : plus de précaires, plus de production

La Sovab, société des véhicules automobiles de Batilly, en Meurthe-et-Moselle, est une usine du groupe Renault qui produit le fourgon Master. Elle compte actuellement 2 100 travailleurs en CDI dont 1 500 ouvriers.

L'usine emploie aussi 900 intérimaires, qui représentent plus de 37% du personnel ouvrier, sans compter plusieurs centaines de travailleurs en sous-traitance, dont aussi de nombreux travailleurs précaires.

Au début de l'année, Carlos Ghosn avait annoncé un plan de 1000 embauches sur l'ensemble du groupe Renault. C'était une maigre compensation face aux quelque 8500 emplois supprimés depuis 2013.

À la Sovab, ce plan devrait se traduire par 108 embauches. Mais, depuis quinze ans, les effectifs en CDI ne cessent de baisser et, rien que sur les trois dernières années, on a compté 250 départs pour à peine 50 embauches dans l'usine.

Le recours à la main-d'œuvre précaire est une constante et, cette année, avec des prévisions de commandes qui dépasseraient le record de l'année dernière, la direction aura plus que jamais besoin des intérimaires pour sortir une production – 650 Master

par jour – qui n'a jamais été aussi élevée.

L'embauche en CDI est donc largement insuffisante et la direction va licencier fin juillet des centaines d'intérimaires ayant atteint la limite légale de 18 mois de présence ou deux renouvellements de contrat. Il lui faut donc renouveler l'effectif.

C'est l'objet d'une opération annoncée à grand bruit dans la presse locale, la Sovab affirmant recruter 400 agents de production via Pôle emploi. Mais il s'agit en fait encore de travailleurs précaires avec un contrat d'un an, qui remplaceront à partir d'octobre prochain les intérimaires

licenciés en juillet. Leur formation, payée par Pôle emploi, a lieu en ce moment directement à l'usine, sur les chaînes. Elle consiste à se familiariser avec trois postes de travail et à pouvoir en tenir au moins deux pour être recruté. Le comble est que les travailleurs sont formés par les intérimaires dont ils prendront la place !

Mais cela signifie moins de CDI, de plus en plus de précaires et un emploi global qui stagne, alors que la charge de travail et la production augmentent pour chacun.

Le mécontentement s'est d'ailleurs traduit par des centaines de grévistes lors des débrayages contre la loi travail, auxquels un certain nombre d'intérimaires n'ont pas craint de participer.

Correspondant LO

Mittal vend

Comment faire pour rester le n°1 de l'acier en période de crise ? C'est tout simple : il suffit de vendre quelques usines, avec les travailleurs et le carnet de commandes. Ainsi Mittal annonce dans la presse économique qu'il met en vente deux de ses filiales : Solustril et WireSolutions.

Cette annonce concerne 1400 emplois, dont la plupart dans ce pays.

Que les patrons soient chinois, indiens ou européens, nous ne sommes, au mieux, que de la marchandise...

Extraits du bulletin Lutte ouvrière des Acières d'Imphy du 25/7/2016

Air France : hôtesses et stewards en grève

À partir du mercredi 27 juillet, les hôtesses et stewards d'Air France étaient appelés à une grève reconductible prévue jusqu'au 2 août contre la perspective de nouveaux reculs sur leurs conditions de travail et sur leurs salaires.

Après avoir essayé d'imposer des sacrifices aux pilotes, et devant leur résistance, la direction d'Air France tente de s'en prendre aux PNC (Personnel navigant commercial). Alors que le précédent plan, appelé Transform 2015, avait entraîné la suppression de 2 000 postes de PNC, la direction d'Air France envisage de continuer et refuse de garantir les emplois au-delà des prochains 17 mois.

Elle envisage de réduire encore le nombre des stewards et hôtesses,



Lors d'un rassemblement précédent.

notamment dans les vols moyen-courriers les plus longs, où l'équipage pourrait être ramené à un seul PNC en plus des pilotes.

La direction d'Air France a décidé le bras de fer. Mais en face les travailleurs se mobilisent. Selon les responsables syndicaux de l'Unsa-PNC et du SNPNC, il y avait 60 à 70 % de grévistes le 27 juillet.

La tactique de la direction est d'attaquer un secteur après l'autre. Mais il

n'est pas dit qu'elle y arrive. Car, depuis l'affaire de la chemise déchirée lors du comité central d'entreprise du 5 octobre 2015 et les mobilisations, rassemblant des ouvriers aux pilotes, qui ont eu lieu pour défendre les salariés sanctionnés, nombre de travailleurs de l'entreprise ont appris à ne pas se laisser piéger par ces manœuvres de division.

Pierre Royan

Roissy aéroport : de l'eau et des yaourts pour tous !

Dans les aéroports, les passagers connaissent les PIF, postes d'inspection filtrage où il faut retirer sa ceinture, sortir son ordinateur, se faire palper, et où les liquides sont confisqués. Eh bien, le personnel qui travaille en zone duty free ou sur la piste subit les mêmes contrôles à chaque fois qu'il se rend à son poste de travail.

Des « postes d'inspection filtrage personnel » leur sont réservés. Certaines fois, pour désengorger les files d'attente passagers, des responsables sûreté ont la bonne idée de proposer aux passagers d'emprunter ces files. Sauf que, les passagers n'étant pas prioritaires, ils se font passer devant par le personnel... et ils protestent contre les agents qui les dépassent.

Le personnel contrôlé a lui aussi ses problèmes. À la suite des attentats et du renforcement des contrôles, les consignes ont varié pour lui comme pour les passagers. Aucun liquide ne passe, les repas (gamelle)

sont examinés de près par les agents de sûreté. Certains postes sont équipés de détecteurs de liquide (EMA3), sur d'autres, on se fait confisquer l'eau, les yaourts ou la purée et, sur un autre terminal, il faut goûter le liquide devant les collègues qui contrôlent. Les machines ne marchent pas toujours, des marques de yaourts sont refusées quand d'autres passent.

Ces consignes humiliantes données par ADP font que les salariés se voient retirer ce qu'ils emmènent pour leur pause alors qu'il n'y a parfois ni local, ni salle de repli, ni fontaines, et que tous les salariés des entreprises sous-traitantes, la majorité sur Roissy, n'ont ni cantine, ni accès à celles d'ADP ou d'Air France.

Quand ni la direction ADP, ni les patrons des entreprises sous-traitantes ne mettent les moyens nécessaires, les salariés trinquent... sans leurs boissons.

Correspondant LO

Crédit agricole - Guadeloupe : victoire des grévistes

Les employés du Crédit agricole-Guadeloupe ont fait un mois de grève, avec pour revendications principales le maintien de la prime de vie chère de 40 % pour tous, le paiement des jours de grève, l'embauche des CDD de longue date.

Le maintien de la prime de vie chère est une revendication emblématique. Dès qu'on y touche, comme voulait le faire la direction du Crédit agricole et d'autres toujours un tollé et un mécontentement général.

Car cette prime fut acquise de longue date par les fonctionnaires, à l'issue d'une grève générale en 1953. Elle était jusque-là réservée aux seuls fonctionnaires métropolitains se rendant dans les départements d'outre-mer. Puis, peu à peu, elle fut élargie à certains travailleurs du privé ou du semi-public. Certains perçoivent 40 % d'autres 25 ou 35 %.

Jusqu'au vendredi 22 juillet, la direction du Crédit agricole ne voulait rien entendre. Mais ce jour-là, la sourde qu'elle était retrouva subitement sa faculté d'écoute. Ce qui fut

déterminant : le blocage du port de Jarry (la zone industrielle de Pointe-à-Pitre) par les travailleurs mécontents du Crédit agricole, de l'énergie, de la mairie de Capesterre-Belle-Eau. Dans ces trois secteurs en grève, les travailleurs et leurs syndicats avaient appelé à une action unitaire afin que leurs revendications soient satisfaites. Un rassemblement eut lieu d'abord devant le siège du Centre d'affaires du Crédit agricole de Jarry. Dans le même temps, un groupe de travailleurs de l'énergie était rassemblé près du port. Une manifestation de rue s'en suivit dans les rues de la zone. Et, tous les grévistes en colère se retrouvèrent un peu plus tard. Ils étaient soutenus par des militants des différents syndicats, ceux de Combat ouvrier, des jeunes du journal *Rebelle*.

Ils décidèrent de bloquer



Manifestation des grévistes.

l'entrée et la sortie du port. Le blocage dura jusqu'au début de la nuit, quand les dirigeants de l'action reçurent l'assurance du préfet que, dans les trois secteurs en lutte, des négociations favorables aux travailleurs auraient lieu. Très vite, le directeur et le président du conseil d'administration du Crédit agricole firent des déclarations sur les ondes affirmant que la feuille de route qui prévoyait la suppression de la prime de vie chère pour les nouveaux employés et le gel de cette prime pour les anciens serait abrogée.

C'était un recul important de la direction, qui jusque-là ne voulait pas entendre parler de la suppression de sa feuille de

route. De plus, le maintien de la prime de vie chère a toujours été la revendication principale des grévistes, qui en faisaient un préalable à toute négociation, la déclarant « non négociable ».

Lundi 25 vers 11 heures, les négociations devaient se tenir au siège du Crédit agricole aux Abymes (quartier de Petit-Pérou) mais, nouvelle petite manœuvre dilatoire de la délégation patronale : celle-ci prit comme prétexte qu'elle devait aussi choisir son expert, vu que les grévistes étaient venus avec un avocat. Ils quittèrent donc les lieux de la négociation, qui reprit dans l'après-midi.

Mardi 26 juillet, aucun protocole d'accord n'était

encore signé, sauf l'assurance écrite exigée par les grévistes que la direction ne toucherait pas à la prime de vie chère de 40 %. En ce qui concerne les autres revendications, la direction devait demander l'avis du conseil d'administration de la banque qui se réunissait ce jour-là. La reprise des négociations devait avoir lieu à 16 h 30.

Dans la nuit de mardi à mercredi, la direction a cédé définitivement sur la prime de vie chère de 40 % et sur le paiement des jours de grève. La détermination des grévistes et leur action de rue du vendredi 22 leur auront donc permis de faire reculer la direction.

Pierre Jean-Christophe

Caisses d'allocations familiales : au bord de l'implosion

La presse s'est fait l'écho de la fermeture de l'accueil dans les Caisses d'allocations familiales de Sélestat et d'Haguenau (Bas-Rhin) pendant deux mois. D'après la CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) « les fermetures des accueils ne peuvent revêtir qu'un caractère ponctuel et exceptionnel ».

Il faut pas mal de culot pour affirmer cela, quand on sait que ces fermetures sont pratiquées depuis plusieurs années dans beaucoup de CAF sur tout le territoire, que ce soit dans le Finistère, à Marseille ou à Paris.

À Paris, les guichets ferment une semaine sur deux, seuls ceux du siège dans le 15^e arrondissement restent ouverts. Si bien que lors de la réouverture, devant l'entrée de la CAF du 13^e arrondissement par exemple, des files

d'allocataires s'allongent dès 7 h 45, pour être les premiers à l'ouverture à 8 h 30.

Il y a aussi les fermetures anticipées en cas d'affluence. Au lieu de 16 h 30, les guichets ferment à 15 h 30, pour permettre de recevoir les familles qui attendent dans la salle.

Depuis la création du RMI puis du RSA, les CAF ont eu à faire face à de nombreuses demandes de traitement d'allocations. À celui des allocations familiales (AF), de diverses allocations logement (APL, ALF,

ALS), allocation petite enfance (Paje), se sont ajoutés ceux de la Garantie contre les impayés de pensions alimentaires (GIPA), de la Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) et la modulation des allocations familiales.

En janvier 2016, avec la création de la prime d'activité, deux millions de dossiers ont été traités en trois mois. La CNAF a certes embauché 1 467 personnes en CDI et 694 contrats d'avenir (contrats d'une durée de trois ans) dans 59 CAF. Mais pas un mot sur les nombreux départs en retraite, quand le gouvernement impose le non-remplacement d'un départ en retraite sur deux.

Les prestations sont gérées par un effectif passé de 33 100 à 33 565 (+465



Manifestation d'allocataires contre la fermeture de l'accueil de la CAF à Marseille, en 2015.

en trois ans) entre 2012 et 2014 pour l'ensemble des CAF. C'est une goutte d'eau par rapport à la charge de travail. Le manque de personnel est criant. Malgré l'appel aux heures supplémentaires au volontariat depuis des mois, les employés ne peuvent pas faire face à cette charge de travail.

Comme l'embauche est parcimonieuse, les directions font le choix du tout Internet. Mais bien des

familles n'ont pas accès à Internet ou ne le pratiquent que difficilement. Quant aux familles qui se déplacent, elles arrivent devant des guichets fermés, sans qu'aucune information publique soit faite.

Voilà les conséquences, parmi d'autres, de la politique gouvernementale d'économies dans les services publics, alors qu'il faudrait embaucher massivement.

Correspondant LO

Boudou : les saisonniers ont eu gain de cause

Après seize jours de grève, sept saisonniers espagnols d'une exploitation agricole de Boudou, dans le Tarn-et-Garonne, ont finalement fait plier leur patron, l'obligeant à leur verser l'intégralité des heures supplémentaires qu'il leur devait, ce qu'il se refusait à faire jusque-là.

L'une des ouvrières a exprimé sa colère dans la presse locale : « Cela fait quatre ans que je travaille sur cette exploitation... Cette année, le patron a refusé de nous payer nos heures. Il nous a dit avoir eu une amende pour avoir fait faire trop d'heures à ses employés. » Il prétendait ne pouvoir payer

que 154 heures sur les 278 effectuées. Ce patron se croyait en outre tout permis, expliquant à une travailleuse malade que, si elle ne retournait pas au travail, elle pouvait aller dormir sur les routes. Eh bien, cette arrogance n'est cette fois pas restée sans réponse. Durant seize jours, ces travailleurs

précaires venus d'Espagne se sont battus, avec l'aide de la CGT. Pour briser leur grève, l'exploitant agricole a usé de toutes les pressions, allant jusqu'à leur couper l'électricité.

L'intervention de l'inspection du travail, à la demande la CGT, avait déjà permis aux salariés d'obtenir 1 300 euros au titre

des salaires des mois de mai et juin, mais cela ne représentait même pas la moitié des sommes dues. C'est finalement la détermination des travailleurs, leur grève et la solidarité qu'ils ont réussi à créer autour d'eux qui leur ont permis de gagner et de faire plier leur patron.

Christian Chavaux

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Communiqué de Lutte ouvrière : **l'abjection du terrorisme ne justifie pas de faire bloc derrière Hollande, Sarkozy ou Le Pen**

On ne peut qu'être révolté par l'attaque barbare dans une église de Saint-Étienne-du-Rouvray dans la banlieue de Rouen, par l'assassinat d'un homme de 85 ans et les blessures graves infligées à une autre victime. Cette nouvelle attaque, 15 jours après le massacre de Nice, vient alourdir le climat rendu pesant tant par le terrorisme lui-même que par la surenchère de toute la classe politique.

En prenant pour cible une église, les chefs de Daech qui ont inspiré et

revendiqué ces actes barbares veulent faire croire à une prétendue guerre de religion alors qu'ils ne cherchent qu'à asseoir leur domination sur des régions et sur des populations. À Nice comme au Bataclan, les victimes ont été assassinées au hasard, sans tenir compte de leur religion supposée. Au Moyen-Orient, là où Daech veut établir son pouvoir, les populations qui subissent sa terreur sont principalement musulmanes.

Intervenant juste après

le drame, Hollande a appelé les « Français à faire bloc » face aux « terroristes qui veulent nous diviser, nous opposer... », ajoutant que « la guerre contre le fanatisme (...) sera longue ».

Oui, les terroristes veulent diviser. Mais pour les travailleurs, faire bloc derrière ces politiciens qui stigmatisent les étrangers, sèment la peur et la haine, encourageant ainsi la montée du racisme, c'est se préparer des lendemains pires encore. Soutenir leurs interventions guerrières qui ont transformé

le Moyen-Orient et toute une partie de l'Afrique en chaos sanglant, serait accepter que la barbarie qu'ils ont semée là-bas nous rattrape et nous frappe ici sans fin.

Comment les travailleurs pourraient-ils faire bloc derrière les Hollande, les Sarkozy, les Le Pen ou leurs concurrents, prêts à toutes les polémiques pour accéder au pouvoir mais tous d'accord quand il s'agit d'attaquer les droits des travailleurs et de satisfaire les exigences patronales ?

Oui les travailleurs doivent faire bloc, sans se laisser définir ni par leur religion supposée ni par leur prétendue communauté mais avec la conscience qu'ils font partie de la même classe sociale des exploités et que seule cette classe sociale a les moyens et l'intérêt de mettre fin à une organisation sociale basée sur l'exploitation, l'oppression, la violence sociale, et qui engendre cette barbarie.

Lutte ouvrière,
le 27 juillet 2016

Attentat de Nice : **les vautours**

La polémique enfle entre le gouvernement et la droite au sujet des mesures de sécurité prises avant l'attentat du 14 juillet à Nice. Faillie ou pas dans la sécurité ? Police municipale ou police nationale ? Y a-t-il eu des pressions exercées par le ministère de l'Intérieur pour orienter le rapport de la police municipale ? Mais, en réalité, qu'est-ce ça change ? Et c'est bien ce qui rend

cette polémique dérisoire et indécente.

Derrière la police municipale niçoise, on sent la pression de la droite et d'Estrosi. Mais bien naïf aussi qui prendrait pour argent comptant les dénégations indignées de Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur. Ce qui est commun aux deux camps c'est le discours sécuritaire, sur lequel ils veulent se concurrencer. Chacun joue

à « c'est-pas-moi-c'est-toi ».

Le gouvernement a utilisé la tuerie de Nice pour intensifier les bombardements en Syrie et en Irak et pour prolonger de six mois l'état d'urgence. Mais l'aviation française bombarde la Syrie depuis septembre 2015 ; l'état d'urgence a été instauré pour la première fois le 15 novembre 2015, au lendemain des attentats de Paris, et a déjà été renouvelé

en février dernier. Et cela n'a pas évité l'attentat de Nice. Quant à Estrosi, il crie d'autant plus fort que, il n'y a pas si longtemps, il vantait l'efficacité contre le terrorisme du système de télésurveillance niçois.

Ni les uns ni les autres n'ont de remède contre les attentats terroristes, et ils le savent bien. Ils font de la communication sur ce thème. Ils utilisent l'émotion pour se concurrencer

et concurrencer le Front national. Et ils n'hésitent pas à semer ainsi la haine et la division parmi les travailleurs.

Mais au-delà de ces luttes entre politiciens, ils sont tous d'accord pour essayer d'embrigader la classe ouvrière derrière une politique d'intervention au Moyen-Orient et en Afrique pour défendre les intérêts des possédants.

Vincent Gelas

Lutte ouvrière à votre rencontre

Sur les places publiques, dans les quartiers populaires ou devant les entreprises des villes parcourues par les caravanes qu'ils organisent durant l'été, les militants de Lutte ouvrière cherchent à discuter de la situation sociale et politique.

Il y a la dégradation des conditions de vie. Il y a aussi la barbarie dans laquelle le capitalisme enfonce la société, comme l'ont rappelé les attentats de Nice et de Saint-Étienne-du-Rouvray.

Et ce sont les mêmes qui nous exploitent ici et qui mettent le monde à feu et à sang pour leurs profits.

Durant les quatre mois de mobilisation contre la loi El Khomri, les travailleurs ont commencé à relever la tête. Comment continuer à faire entendre le camp des travailleurs et agir pour que renaisse au sein du monde du travail un courant communiste révolutionnaire, voilà ce qu'il est nécessaire de discuter en ce moment.

Les prochaines étapes

Centre – Val-de-Loire

Jeudi 28 juillet :

Nevers

Vendredi 29 juillet :

Châteauroux

Samedi 30 juillet :

Vierzon – Issoudun

Champagne-sud

Jeudi 28 juillet :

Vitry-le-François

Vendredi 29 juillet :

Verdun

Samedi 30 juillet :

Saint-Dizier

Saône-et-Loire – Jura

Jeudi 28 juillet : Dole

Vendredi 29 juillet :

Lons-le-Saunier

Samedi 30 juillet : Beaune

Loire – Drôme

Lundi 1^{er} août : Roanne

Mardi 2 août :

Saint-Chamond

Mercredi 3 août :

Saint-Étienne

Jeudi 4 août : Montélimar

Vendredi 5 août :

Romans-sur-Isère

Samedi 6 août : Valence

Le blog de Nathalie Arthaud

Nathalie Arthaud sera la candidate de Lutte ouvrière lors de la prochaine élection présidentielle. Sur son blog, www.nathalie-arthaud.info, les internautes retrouveront son carnet de campagne et la brochure de Lutte ouvrière *Faire entendre le camp des travailleurs*.

FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS



Lisez la revue **Lutte de classe**

Revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 177 - juillet-août 2016

- **Loi travail : les leçons de quatre mois de lutte**
- **Grande-Bretagne : après le référendum sur le Brexit**
- **La Chine rattrapée par la crise mondiale et par la lutte des classes**
- **Revenu garanti, salaire universel... ou abolition du salariat ?**
- **Reconstruire la gauche ? Une imposture doublée d'une impasse**
- **Le Front populaire : de la duperie au mythe**
- **Léon Trotsky sur 1936**

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro